Burundi : plus de 500 dossiers confectionnés par la brigade anti-corruption

@rib News, 03/11/2011 - SourceÂ XinhuaPlus de 500 dossiers des cas de corruption ont Ã©tÃ© confectionnÃ©s, plus de 5 milliards de francs burundais (4 millions USD) ont Ã©tÃ© dÃ©jÃ recouvrÃ©s et le prÃ©judice Ã©vitÃ© Ã l'Etat s'Ã©lÃ¨ve Ã 20 francs burundais (plus de 27 millions USD) depuis les trois derniÃ¨res annÃ©es, a rÃ©vÃ©lÃ© jeudi Ã Bujumbura le commissai gÃ©nÃ©ral de la brigade burundaise spÃ©ciale anti-corruption LÃ©onidas Habonimana.Au cours de l'annÃ©e suivant la dÃ©claration du prÃ©sident Pierre Nkurunziza qui prÃ©conisait "la tolÃ©rance zÃ©ro Ã la corruption", la brigade a traitÃ© 230 dossiers et Ã©vitÃ© Ã l'Etat de plus de 7 milliards de francs burundais (environ 5,7 millions USD) et recouvrÃ© environ un milliard de francs burundais (800.000 USD), a prÃ©cisÃ© M. Habonimana lors du lancement de la premiÃ¨re campagne de responsabilisation de l'administration publique burundaise pour la lutte contre la corruption.
Le 1er vice-prÃ©sident burundais TÃ©rence Sinunguruza, qui a procÃ©dÃ© Ã l'ouverture de ces assises de deux jours, a indiquÃ© que la pÃ©riode de turbulence qu'a connu le Burundi depuis plus d'une dÃ©cennie a laissÃ© beaucoup de sÃ©quelles.Un bon nombre de phÃ©nomÃ¨nes d'une grande gravitÃ© ont entraÃ®nÃ© un certain marasme dans beaucoup de domaines de la vie nationale et il s'agit notamment de la corruption, l'absence du sens de responsabilitÃ© chez les hauts cadres de l'Etat, la carence d'esprit d'entreprenariat, la faiblesse du patriotisme, le dÃ©faut du culte de mÃ©rite et de l'excellence, a-t-il indiquÃ©.Il a tenu Ã prÃ©ciser que l'objectif ultime de cette campagne est celui d'impulser un changement de mentalitÃ©s "pour briser les habitudes et la routine" oÃ¹ se sont installÃ©s les agents des services publics burundais.Depuis 2005, le gouvernement burundais a donnÃ© un place de choix Ã la promotion de la bonne gouvernance en initiant des actions concrÃ¨tes telles que la promulgation de la loi anti- corruption, la mise en place des structures anti-corruption, lâ€™adoption de la stratÃ©gie nationale de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption.